

Avis de concession

Directive 2014/23/UE

Section I : Pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice

I. 1) Nom et adresses

Nom officiel : Commune de Sallertaine

Adresse postale : Hôtel de Ville, 38 rue de Verdun

Ville : Sallertaine

Code NUTS : FRG05 (Vendée)

Code postal : 85 300

Pays : France

Point(s) de contact : www.marches-securises.fr

Téléphone : 02 51 35 51 81

Adresse principale : (URL) www.marches-securises.fr

Adresse du profil d'acheteur : (URL) www.marches-securises.fr

I. 3) Communication

☒ Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : www.marches-securises.fr

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

☒ le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les candidatures ou, le cas échéant, les offres doivent être envoyées

☒ par voie électronique via : (URL) www.marches-securises.fr

☒ À l'adresse suivante

(copie de sauvegarde)

Hôtel de Ville,

38 rue de Verdun

85 300 SALLERTAINE

I. 4) Type de pouvoir adjudicateur (dans le cas d'un avis publié par un pouvoir adjudicateur)

☒ Autre type : collectivité

I. 5) Activité principale (dans le cas d'un avis publié par un pouvoir adjudicateur)

☒ Services généraux des administrations publiques

Section II : Objet

II. 1) Étendue du marché

II.1. 1) Intitulé :

Concession de service public d'assainissement collectif

II.1. 2) Code CPV principal :

90410000-5 (Service de gestion du réseau d'assainissement)

Descripteur complémentaire :

90000000-7 (Services d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets)

90400000-1 (Services des eaux usées)

90410000-4 (Services de collecte des eaux usées)

90420000-7 (Services de traitement des eaux usées)

II.1. 3) Type de marché :

Services

II.1. 4) Description succincte :

Consultation engagée pour l'attribution d'un contrat de concession de service public ayant pour objet l'assainissement collectif sur le territoire de la Commune de Sallertaine

II.1. 6) Information sur les lots

Ce marché est divisé en lots oui **X** non

II.2) Description

II.2.1) Intitulé : Concession de service public d'assainissement collectif

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

Code CPV principal : 90480000-5 (Service de gestion du réseau d'assainissement)

Descripteur complémentaire : 90000000-7, 90400000-1, 90410000-4, 90420000-7

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : idem I.1)

Lieu principal d'exécution : territoire de la commune

II.2.4) Description des prestations :

(Nature et quantité des travaux ou services, ou indication des besoins et exigences)

Concession de service public pour l'exploitation du service d'assainissement collectif. Le délégataire gérera le service à ses risques et périls. Il devra assurer la gestion du réseau de collecte, le traitement des eaux usées et l'évacuation des déchets. La gestion inclut l'exploitation, l'entretien, la surveillance des installations, la réalisation des travaux à la charge du délégataire, la tenue à jour des plans et de l'inventaire des réseaux, les relations avec les usagers du service et la remise des rapports annuels à la Collectivité.

Des variantes facultatives sont autorisées dans les conditions définies au règlement de la consultation.

II.2.5) Critères d'attribution

La concession est attribuée sur la base des

X des critères énoncés dans les documents du marché

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : 850 000 € HT

II.2.7) Durée de la concession

Ou Début : 01/01/2026 / Fin : 31/12/2035

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union Européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

II.2.14) Informations complémentaires :

Le service présente les caractéristiques estimées suivantes pour l'ensemble du périmètre :

- 1 194 usagers,
- 79 000 m³ de volume total facturé,
- 11 postes de relèvement,
- Environ 20 km de réseau,
- 1 station d'épuration 560 éq_h
- 1 station d'épuration 1 350 éq_h

Le contrat envisagé est une concession de service public dans le cadre duquel le concessionnaire facture auprès des usagers l'ensemble des recettes, le concessionnaire étant rémunéré **par les usagers** sur la base des résultats d'exploitation (volumes assujettis, nombre d'abonnés, gestion des impayés) et des travaux effectués sur bordereau.

Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) Conditions de participation

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis :

Liste des pièces définies au règlement de la consultation (RC)

III.1.2) Capacité économique et financière

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

Liste des pièces définies au règlement de la consultation (RC)

Niveau(x) spécifique(s) minimal/ minimaux exigé(s) :

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

Liste des pièces définies au règlement de la consultation (RC)

Section IV : Procédure

IV.1) Description

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics ☐ oui ☒ non

IV.2) Renseignements d'ordre administratif

IV.2.2) Date limite de remise des candidatures ou de réception des offres

Date : 29/10/2025 Heure locale : 12h00

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation : français

Section VI : Renseignements complémentaires

VI.1) Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable ☐ oui ☒ non

VI.3) Informations complémentaires :

La présente consultation concerne une délégation de service public soumise aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT), ainsi qu'aux dispositions du Code de la commande publique relatives aux contrats de concession. La procédure est de type « ouvert » avec remise simultanée des candidatures et des offres. Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats dans les conditions et selon les formalités précisées dans le règlement de la consultation. Pour justifier de ses capacités et de ses aptitudes, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités et les aptitudes d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent dans les conditions et selon les formalités précisées dans le règlement de la consultation. Les éléments devant être fournis au titre de l'offre initiale sont décrits dans le règlement de la consultation. Une visite facultative est prévue selon les modalités du règlement de la consultation. L'ensemble des informations relatives au déroulement de la procédure de mise en concurrence figure dans le règlement de la consultation.

VI.4) Procédures de recours

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours

Nom officiel : Tribunal administratif de Nantes

Adresse postale : 6 allée de l'Île Gloriette, BP 24111

Ville : Nantes cedex

Code postal : 44041

Pays : France

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Téléphone : 02.40.99.46.00

Adresse internet : (URL) <http://nantes.tribunal-administratif.fr>

Fax : 02.40.99.46.58

VI.4.3) Introduction de recours

Précisions concernant les délais d'introduction de recours : - Référé précontractuel avant la signature du contrat (art. L. 551-1 et suivants du Code de justice administrative) - Le cas échéant, après signature du contrat, référé contractuel dans le délai de 31 jours à compter de la publication d'un avis d'attribution ou à défaut de publication d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la signature du contrat de concession (art. L. 551-13 et suivants du Code de justice administrative) - Recours en contestation de la validité du contrat par les tiers au contrat dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicités appropriées

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours

Nom officiel : Tribunal administratif de Nantes

Adresse postale : 6 allée de l'Île Gloriette, BP 24111

Ville : Nantes cedex

Code postal : 44041

Pays : France

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Téléphone : 02.40.99.46.00

Adresse internet : (URL) <http://nantes.tribunal-administratif.fr>

Fax : 02.40.99.46.58

VI.5) Date d'envoi du présent avis : (25/09/2025)